

demandant: 1. Combien d'actuels sous-ministres ont, au cours des deux dernières années, fait rénover leur bureau et, dans chaque cas, a) combien de temps après avoir été nommés officiellement à leur nouveau poste ont-ils fait faire des travaux de rénovation et b) à quand remontaient les dernières rénovations de ces bureaux?

2. Dans chaque cas, a) quel a été le coût des rénovations, b) en quoi consistaient-elles, c) si elles ne sont pas terminées, quel est le coût total prévu, d) combien a-t-on dépensé pour le nouveau mobilier de ces bureaux?

3. Dans le cas des bureaux non rénovés, combien ont coûté a) l'ameublement, b) chaque article? (Document parlementaire n° 301-2/3281A).

Par M. Sharp,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1976 (Question n° 3569), demandant: 1. En 1972 et 1974, à combien se sont établies les dépenses totales des ministères suivants: a) Agriculture, b) Main-d'œuvre et Immigration, c) Industrie et Commerce, d) Travail, e) Secrétariat d'État, f) Transports, g) Énergie, Mines et Ressources, h) Affaires indiennes et Nord canadien, i) Affaires extérieures, j) Consommation et Corporations, au chapitre des (i) publications (ii) présentations audio-visuelles, à l'exception des films (iii) présentations cinématographiques?

2. Quels ministères possèdent des installations de a) télédiffusion, b) cinématographie et c) radiodiffusion et, dans chaque cas, quelles sont (i) la nature (ii) la valeur monétaire de ces installations? (Document parlementaire n° 301-2/3569B).

Par M. Sharp,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1976 (Question n° 3642), demandant: 1. Quels services de remplacement les ministères et organismes emploient-ils pour la livraison des communications écrites au Canada, pendant la grève des postes actuelle et combien d'argent chacun réserve-t-il mensuellement à cet effet?

2. Pour chacun des cas de recours aux services d'une société commerciale de livraison, a) quels sont (i) le nom de la société (ii) le tarif ou le coût du service, b) de quelle manière la société a-t-elle été choisie? (Document parlementaire n° 301-2/3642B).

Par M. Sharp,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1976 (Question n° 3765), demandant: 1. En 1975 jusqu'à ce jour, combien de personnes ont subi le test de bilinguisme à la Fonction publique en vue de la prime de 7%?

2. Combien de personnes d'expression a) anglaise, b) française ont (i) réussi (ii) échoué?

3. Quels sont les critères d'évaluation?

4. Le test est-il valable? (Document parlementaire n° 301-2/3765D).

Par M. Sharp,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1976 (Question n° 3793), demandant: 1. Les 1<sup>er</sup> janvier 1974 et 1975, quel était, dans chaque ministère, le nombre a) d'agents d'information, b) d'employés du personnel de soutien embauchés, selon (i) la classification (personnel de soutien, stagiaire, IS 1 à 6) (ii) l'échelle de traitement?

2. A ces mêmes dates et dans chaque ministère, combien de postes d'agent d'information étaient vacants selon a) la classification, b) l'échelle de traitement?

3. Dans chaque ministère, quelles fonctions et responsabilités étaient assumées par chacun des agents d'information, le 1<sup>er</sup> janvier 1975?

4. Dans chaque ministère, quel montant sera consacré en 1975-1976 aux services d'information, y compris les traitements et salaires? (Document parlementaire n° 301-2/3793C).

Par M. Sharp,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1976 (Question n° 3795), demandant: 1. Pour chaque ministère, corporation, organisme d'État et société propriétaire, combien d'employés dont le bureau principal se trouvait au Canada ont voyagé à l'étranger et soumis des notes de frais de voyage, pour les exercices financiers de a) 1970-1971, b) 1971-1972, c) 1972-1973, d) 1973-1974, e) 1974-1975?

2. Pour chaque exercice financier et pour chaque ministère ou organisme, quelle somme totale a été allouée en frais de voyage à l'étranger? (Document parlementaire n° 301-2/3795D).

Par M. Sharp,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1976 (Question n° 3857), demandant: 1. Au cours de la présente année financière, combien d'anciens sous-ministres étaient inscrits sur la feuille de paye à titre de consultants?

2. a) Quel était leur nom, b) en quoi consistaient leurs fonctions de consultation, c) quelle somme totale a été versée à chacun d'eux et quelle en est la ventilation? (Document parlementaire n° 301-2/3857B).

Par M. Sharp,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1976 (Question n° 3860), demandant: 1. Combien chaque ministre du présent cabinet a-t-il dépensé depuis 1970 a) pour rénover, b) redécorer son bureau (i) au ministère (ii) à la Chambre des communes?

2. Combien ont coûté, l'an dernier, tous les porte-documents que le gouvernement distribue à ses fonctionnaires?

3. A quelles catégories et à combien de fonctionnaires fédéraux, sauf les ministres du cabinet, fournit-on a) des voitures officielles, b) des chauffeurs payés par le Trésor public et à combien en estime-t-on le coût total pour le présent exercice financier? (Document parlementaire n° 301-2/3860C).

Par M. Sharp,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1976 (Question n° 3862), demandant: 1. Quel est le nom des programmes en vertu desquels le gouvernement a accordé des subventions à des particuliers, groupes, organismes ou sociétés et, pour chaque programme, quels montants a-t-il accordés en a) 1972, b) 1973, c) 1974?

2. Dans chaque cas, existe-t-il un répertoire ou une brochure qui fasse état des détails de chaque subvention? (Document parlementaire n° 301-2/3862C).

A 5 h. 01 de l'après-midi, la Chambre s'ajourne à lundi, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.